



MENA-OCDE

Programme pour la Gouvernance
2019-2020

Réseaux régionaux et Programme de travail 2021-2022



L'ORGANISATION POUR LA COOPÉRATION ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'Organisation pour la Coopération et le Développement économique (OCDE) est une organisation internationale qui promeut les politiques visant à améliorer le bien-être économique et social des populations partout dans le monde. Elle est constituée par 37 États membres, un secrétariat à Paris, et un comité rassemblant des experts issus des administrations et d'autres secteurs, pour chacun des domaines d'activité couverts par l'organisation. L'OCDE offre aux gouvernements un espace de collaboration, de partage des expériences et d'identification de solutions à leurs problèmes communs. Nous collaborons avec ces gouvernements afin de cerner les facteurs du changement économique, social et environnemental. Nous mesurons la productivité et les flux mondiaux de commerce et d'investissement.





SOMMAIRE

1. LE PROGRAMME MENA-OCDE POUR LA GOUVERNANCE	4
Un partenariat stratégique	5
Le Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance en chiffres (2016-2020)	6
Six domaines d'intervention	7
2. DIALOGUE POLITIQUE, PROJETS ET RAPPORTS RÉGIONAUX	7
Structure institutionnelle du programme MENA-OCDE pour la Gouvernance	9
Gouvernement ouvert et transparent	10
Un appareil gouvernemental efficace	14
État de droit	20
Gouvernance locale	21
Égalité entre hommes et femmes	22
Autonomisation des jeunes	24
Centre de formation de Caserte du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance	26
ANNEXES	27
Structure du Programme MENA-OCDE pour la gouvernance	27
Bailleurs de fonds 2016-2020	28





1

Le Programme
MENA-OCDE
Pour La
Gouvernance

UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE

Le Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance est un partenariat entre les pays MENA et OCDE qui leur permet de partager connaissances et expertise, afin de diffuser des normes et principes de bonne gouvernance favorisant le processus de réforme en cours dans la région MENA.

Le Programme renforce la collaboration avec les principales initiatives multilatérales en vigueur dans la région. Il appuie en particulier la mise en œuvre du Partenariat du G7 de Deauville et aide les gouvernements à remplir les conditions d'éligibilité afin de devenir membres du Partenariat pour le Gouvernement ouvert.

Au travers de ces initiatives, le Programme représente un des principaux promoteurs des réformes en cours de la gouvernance publique dans la région MENA. Le Programme structure ainsi de manière pérenne le dialogue régional sur les politiques et les projets nationaux. Ces projets traduisent l'engagement des gouvernements MENA de faire évoluer leurs secteurs publics afin de favoriser le développement social et économique et de satisfaire les attentes croissantes des citoyens en termes de services de qualité, d'élaboration inclusive des politiques publiques et de transparence.

En s'appuyant sur ses réseaux de pairs experts et décideurs, le Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance réunit des praticiens de haut niveau des pays MENA et OCDE.

Par l'échange continu des bonnes pratiques, en organisant des séminaires de renforcement de capacité et un appui à la mise en œuvre, le Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance consolide un développement économique au caractère social plus marqué dans la région.

Le Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance collabore étroitement avec SIGMA. Le Programme SIGMA, lancé en 1992, est une initiative conjointe de l'OCDE et de l'Union européenne, principalement financé par l'UE, qui a depuis 2008 contribué au renforcement des systèmes de gouvernance publique et des capacités des administrations publiques en Algérie, en Égypte, en Jordanie, au Liban, au Maroc, dans l'Autorité Palestinienne et en Tunisie.

LE PROGRAMME MENA-OCDE POUR LA GOUVERNANCE

EN CHIFFRES (2016-2020)

200+

Activités d'appui à la réforme de la gouvernance publique dans la région

15,000+

Participants aux formations, ateliers et conférences



20K

Abonnés au compte officiel Twitter @OECDgov

60+

Publications, notamment des études nationales et des évaluations régionales comparatives

20+

Initiatives politiques inspirées par le Programme

25+

Réunions de dialogue régional organisées



18

Pays MENA participants

3 MENA

Pays (Égypte, Maroc, Tunisie) ayant un statut de Participant au sein du Comité de gouvernance publique (CGP)

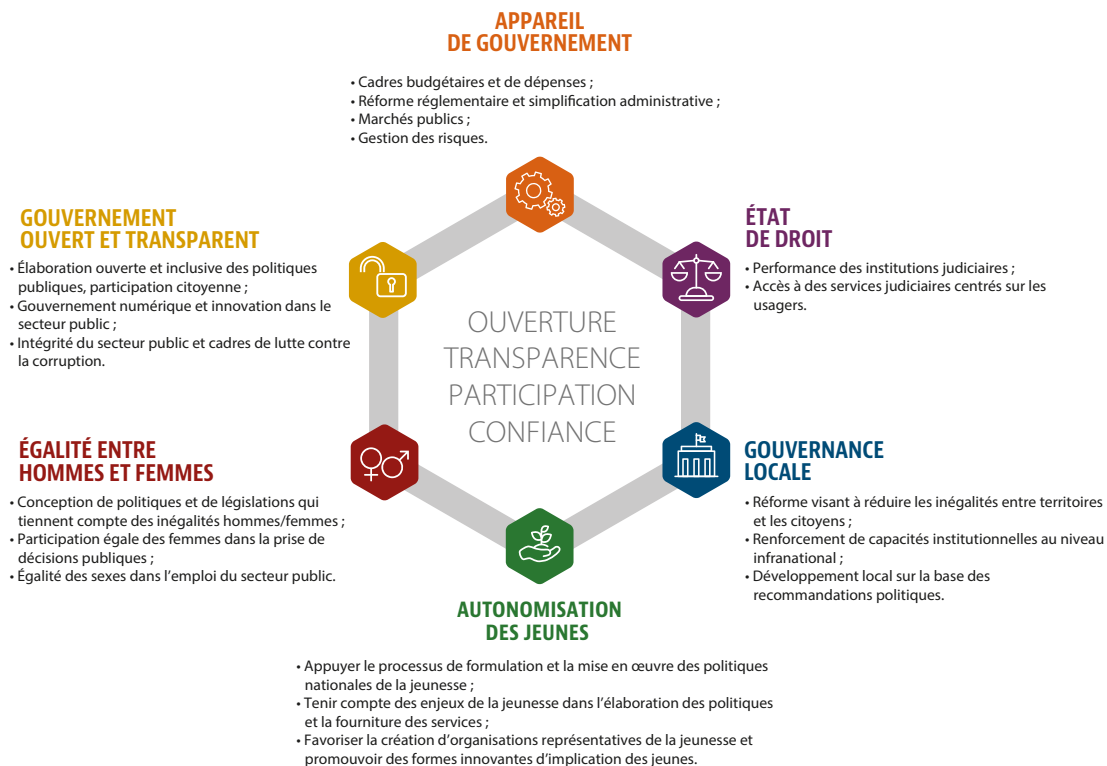
3 OCDE

Recommandations de Gouvernance publique adoptées par les pays MENA

- 1- Gouvernance des risques critiques (Maroc et Tunisie)
- 2- Stratégies de Gouvernement numérique (Maroc et Égypte)
- 3- Gouvernement ouvert (Maroc et Tunisie)



SIX DOMAINES D'INTERVENTION



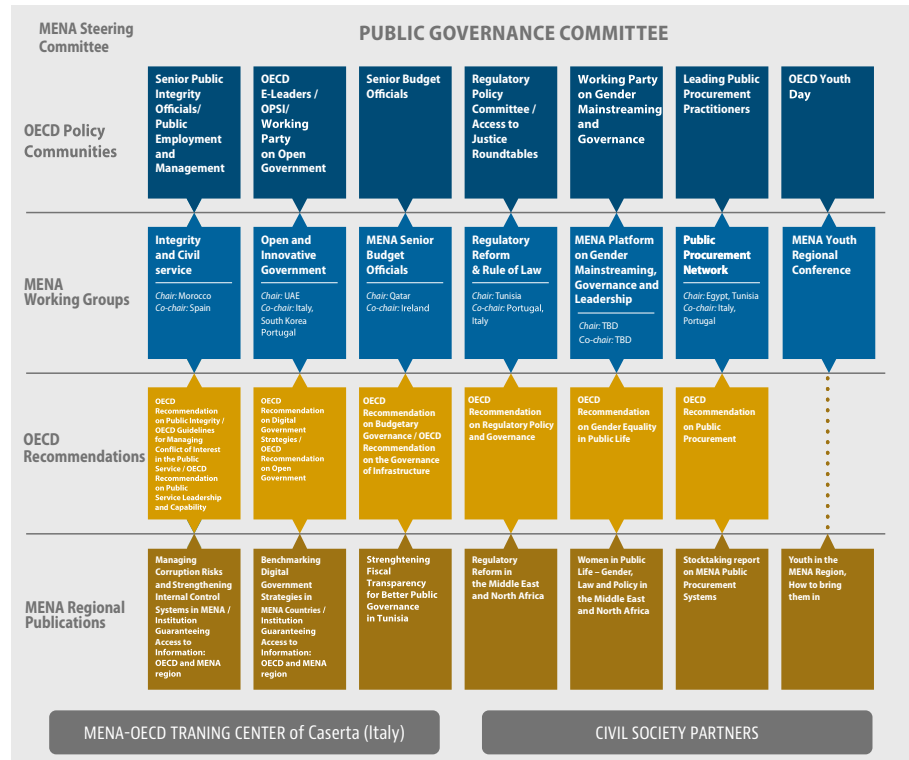
2

Dialogue politique, projets
et rapports régionaux



STRUCTURE INSTITUTIONNELLE DU PROGRAMME MENA-OCDE POUR LA GOUVERNANCE

La structure institutionnelle du Programme MENA-OCDE est fondée sur l'existence de groupes de travail et de réseaux régionaux. Ceux-ci représentent des espaces pérennes de partage d'information, de données et de vues sur les évolutions politiques récentes entre les décideurs et les praticiens des pays MENA et des États membres de l'OCDE, des experts internationaux et de la société civile. L'approche inclusive promue par les groupes de travail et les réseaux rend possible un dialogue ouvert entre les principaux acteurs à l'échelle nationale, régionale et internationale, sur la base d'apprentissages mutuels ensuite traduits en recommandations pour les différents secteurs, puis en réformes efficaces provoquant une amélioration directe des pratiques dans le domaine de la coopération et de l'intégration régionales entre les pays MENA. Cette structure est en parfaite cohérence avec les comités de l'OCDE, dont les Comités sur la Gouvernance publique (CGP) et sur la Politique de réglementation (CPR), leurs services, communautés politiques et instruments.





GOUVERNEMENT OUVERT ET TRANSPARENT

Présidence :
Maroc

Co-présidence :
Espagne, Turquie

GRUPE DE TRAVAIL MENA-OCDE SUR LA FONCTION PUBLIQUE ET L'INTÉGRITÉ (GTI)

Le Groupe de Travail MENA-OCDE sur la Fonction Publique et l'Intégrité (GTI) rassemble des praticiens des administrations venus des pays MENA et OCDE afin de promouvoir le dialogue et l'échange de bonnes pratiques, à l'échelle régionale, dans les domaines de la réforme du service public en faveur de l'intégrité et des politiques et institutions innovantes de lutte contre la corruption. La réunion du GTI est depuis 2013 organisée parallèlement à la Semaine de l'intégrité de l'OCDE.

PRINCIPAUX RÉSULTATS EN 2019-2020

- L'adoption d'outils réglementaires et mécanismes institutionnels spécifiques est nécessaire pour s'adapter aux périodes de crise et s'assurer que l'intégrité, la transparence et la conformité par rapport à l'État de droit continuent à être respectées dans le secteur public ;
- Les pays MENA ont entrepris d'améliorer leur communication avec la société civile, tout en accroissant la transparence, en renforçant l'intégrité et en luttant contre la fraude et la corruption ;
- La mise en œuvre des lois sur l'accès à l'information et de la réforme sur l'intégrité demeure un défi. Les partenariats avec les institutions indépendantes représentent une ressource peu exploitée dans l'objectif de sensibiliser et d'agir efficacement.

En 2020, sur la base de la Note d'information de l'OCDE sur l'intégrité publique et l'épidémie de COVID-19, le Groupe de travail s'est rencontré pour définir les grandes recommandations utiles et recenser les leçons tirées dans cette période de crise. En 2019, le Groupe de travail s'est concentré sur l'accès à l'information et le rôle que celui-ci joue dans le renforcement de la transparence et de l'intégrité. Il a aussi préparé le lancement de la version provisoire du rapport régional *Les institutions garantissant l'accès à l'information: OCDE et MENA*.

PROGRAMME DE TRAVAIL 2021-2022

- Poursuivre le dialogue régional sur l'impact de l'épidémie de COVID-19 sur l'intégrité du secteur public et fournir des données sur les mesures prises pendant et après la crise ;
- Promouvoir l'intégrité du secteur public lors de la conception et la mise en œuvre des plans de reprise post-COVID-19 ;
- Concevoir des indicateurs pour évaluer les progrès dans la mise en œuvre des lois sur l'accès à l'information et des réformes sur l'intégrité ;
- Appuyer les médiateurs dans le renforcement de l'intégrité dans le service public.



GOUVERNEMENT OUVERT ET TRANSPARENT



④ Réunion du Groupe de travail Intégrité dans le Service public, 20 mars 2019, Paris, siège de l'OCDE.



GOUVERNEMENT OUVERT ET TRANSPARENT

Présidence :
EAU

Co-Présidence :
Corée du Sud,
Italie, Portugal

GROUPE DE TRAVAIL MENA-OCDE SUR LE GOUVERNEMENT OUVERT ET INNOVANT (GT II)

Les innovations technologiques peuvent permettre de redéfinir les relations entre gouvernements et citoyens. Le GT II aide les pays MENA à tirer profit du potentiel du gouvernement ouvert, du gouvernement numérique et des politiques d'innovation en faveur d'une part, d'une gouvernance plus responsable et participative et, d'autre part, de secteurs publics plus réactifs.

En 2020, le Groupe de travail s'est réuni en visioconférence pour discuter des progrès, des problèmes et des opportunités de participation citoyenne autour de l'objectif d'amélioration de la conception et de la fourniture des services publics, en

PRINCIPAUX RÉSULTATS EN 2019-2020

- La Recommandation du Conseil de l'OCDE sur le Gouvernement ouvert a été formellement entérinée par le Maroc (2018) et la Tunisie (2019) ;
- L'Initiative des Dirigeants numériques mondiaux (GELI) a montré la nécessité d'un appui plus structuré des pays non membres de l'OCDE engagés dans un processus de transformation numérique du secteur public ;
- Les ministres de 40 pays ont formellement adopté la Déclaration de l'OCDE sur l'Innovation dans le secteur public, le 22 mai 2019.

PROGRAMME DE TRAVAIL 2021-2022

- Aider les pays MENA à se conformer aux Recommandations de l'OCDE sur le Gouvernement ouvert, aux Stratégies du Gouvernement numérique et à la Déclaration sur l'Innovation publique ;
- Finaliser un rapport conjoint OCDE-ESCWA sur les conséquences socio-économiques du Gouvernement ouvert, qui inclura des recommandations politiques pour les pays MENA afin de les encourager à approfondir les réformes ;
- Appuyer les efforts des pays MENA en matière d'utilisation effective des technologies émergentes afin de transformer l'administration publique, mesurer leur impact et renforcer les capacités nécessaires, en particulier lors de la phase de reprise post-épidémie de COVID-19 ;
- Promouvoir les échanges et le dialogue sur la conception et la fourniture de services répondant à la demande des citoyens ainsi que sur la participation innovante au service de meilleurs conditions sociales et économiques, en particulier la conception et la mise en œuvre de réformes pendant la reprise, et
- Évoluer en direction de la co-création, des approches centrées sur les usagers, et renforcer l'innovation, l'ouverture et les solutions numériques.



GOUVERNEMENT OUVERT ET TRANSPARENT

prévision de la 15^{ème} Rencontre annuelle qui se tiendra en 2021. En 2019, les participants au Groupe de travail ont analysé ensemble les manières de penser l'innovation dans le secteur public plus systématiquement, de construire des plateformes digitales de participation et de transparence, et d'encourager une transformation numérique plus large du secteur public.



④ 14^{ème} Réunion du Groupe de travail sur le Gouvernement ouvert et innovant, 28-29 janvier 2019, Lisbonne, Portugal.



OECD



OECD





UN APPAREIL GOUVERNEMENTAL EFFICACE

Présidence :

Qatar

Co-Présidence :

Irlande

RÉSEAU MENA-OCDE DES HAUTS RESPONSABLES DU BUDGET (MENA-HRB/GT III)

Les budgets publics sont des documents très importants qui articulent différents objectifs politiques ; ils doivent donc satisfaire des exigences particulières en termes de transparence et de responsabilité. Le MENA-HRB est un forum d'échange de bonnes pratiques sans équivalent, qui contribue à la modernisation des structures de gouvernance et des fonctionnements, ainsi qu'à des processus budgétaire et de gestion financière publique plus efficaces, transparents et participatifs.

PRINCIPAUX RÉSULTATS EN 2019-2020

Treize pays participants ont fait état des évolutions et de leurs vues en matière budgétaire :

- Les délégués ont discuté des principes de la budgétisation axée sur la performance et de la prévision à long terme des recettes et des dépenses publiques, qui favorisent la discipline budgétaire en période d'assainissement ;
- Ils ont discuté les conclusions de la publication OCDE : « Budgétisation sensible aux inégalités hommes/femmes dans les pays de l'OCDE », qui explore les mérites et les difficultés associés aux différents modèles de direction et de coordination en matière de prise en compte de ces inégalités et de budgétisation sensible au genre dans l'OCDE.

En 2020, la réunion du Réseau MENA-HRB a été une opportunité de présenter et de discuter les principales conclusions du rapport de l'OCDE sur la crise sanitaire dans les pays MENA. En 2019, le Groupe de travail a travaillé sur la contribution du budget public aux progrès en termes de prise en compte des inégalités hommes/femmes, de la jeunesse et des conditions sociales, ainsi que des Objectifs de développement durable.

PROGRAMME DE TRAVAIL 2021-2022

- Accroître la collaboration avec la région pour diffuser les bonnes pratiques de l'OCDE et renforcer les capacités de gestion publique financière (par exemple au travers de réunions ou séminaires thématiques) ;
- Continuer à faciliter le partage de savoirs entre pairs OCDE et MENA afin d'améliorer l'efficacité et la transparence des processus budgétaires et de finances publiques ;
- Promouvoir une bonne gestion publique financière dans la conception et la mise en œuvre des plans de reprise post-épidémie.



UN APPAREIL GOUVERNEMENTAL EFFICACE



① 11^{ème} réunion des Hauts responsables du budget Moyen-Orient et Afrique du Nord, 18-19 juillet 2019, Caserte, Italie.



UN APPAREIL GOUVERNEMENTAL EFFICACE

Présidence :
Tunisie

Co-Présidence :
Portugal, Italie

GROUPE DE TRAVAIL MENA-OCDE SUR LA RÉFORME DE LA RÉGLEMENTATION ET L'ÉTAT DE DROIT (GT IV)

Le Groupe de travail IV représente un forum qui permet aux pays MENA et aux experts étrangers d'échanger des bonnes pratiques en matière de réforme de la réglementation et d'État de droit.

En 2020, la réunion a suscité un dialogue de pairs autour de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'État de droit et des façons de

rester en conformité avec ses principes en période de crise, sur la base des Notes d'information de l'OCDE sur la qualité de la réglementation et l'impact de l'épidémie de COVID-19 sur l'accès à la justice.

PRINCIPAUX RÉSULTATS EN 2019-2020

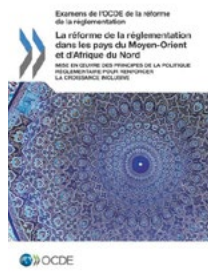
- Étendre les compétences du Groupe IV aux problèmes rencontrés par les groupes marginalisés, dont les femmes, les jeunes et les enfants ;
- Approfondir les échanges autour des bonnes pratiques et de l'intégration des technologies dans la fourniture des services judiciaires ;
- Promouvoir l'alignement des réformes de la réglementation sur les objectifs du Partenariat de Deauville et du pacte lié pour la gouvernance économique, en même temps que la concrétisation des Objectifs de développement durable de l'ONU ;
- Promouvoir l'adoption de réformes de la réglementation et de l'État de droit dans la conception et la mise en œuvre des plans de reprise post-épidémie de COVID-19.

PROGRAMME DE TRAVAIL 2021-2022

- Les services judiciaires devraient être conçus et fournis en privilégiant les besoins des citoyens et des entreprises ;
- Les pays MENA mettent en œuvre des réformes en faveur d'une meilleure qualité de la réglementation et d'une transparence accrue, mais des problèmes demeurent souvent du fait de retards pris dans le processus de consultation, ainsi que d'analyses d'impact ou d'évaluations rétrospectives insuffisamment systématiques ;
- La mise en œuvre de la qualité de la réglementation requiert un renforcement des capacités institutionnelles.



UN APPAREIL GOUVERNEMENTAL EFFICACE



🕒 Mme Anabela Pedrosa, Secrétaire d'État à la Justice du Portugal avec M. Zouheir Ben Tanfous, Conseiller juridique, Présidence du Gouvernement, Vice-président, Tunisie, et Mme Tatyana Teplova, Responsable Égalité des sexes et Justice pour l'inclusivité, Direction de la Gouvernance publique, le 28 mars 2019 à Lisbonne.



UN APPAREIL GOUVERNEMENTAL EFFICACE

Présidence :
Égypte, Tunisie

Co-Présidence :
Italie

RÉSEAU MENA-OCDE SUR LES MARCHÉS PUBLICS

Le réseau MENA-OCDE sur les marchés publics a été créé en 2012 avec l'objectif de partager les bonnes pratiques en la matière, d'identifier les besoins mais aussi de nourrir le dialogue régional autour des 12 principes intégrés de la Recommandation de l'OCDE sur les marchés publics.

Comme dans de nombreux pays de l'OCDE, le renforcement de capacités a été considéré par l'Inventaire de 2016 sur les systèmes de marchés publics dans les pays MENA comme un enjeu important et une cible prioritaire de la réforme.

En 2020, la réunion qui s'est tenue à Tunis a permis aux principaux décideurs et experts en matière de marchés publics de la région de dialoguer et de partager leurs expériences, succès, difficultés et vues, en ce qui concerne les systèmes existants et leur réforme. La réunion de 2018 du réseau MENA-OCDE sur les marchés publics a eu lieu les 20-21 novembre à Caserte, en Italie, en partenariat avec le Centre du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance. L'événement a ciblé plus de 18 des principaux décideurs et experts en matière de marchés publics de la région (Algérie, Égypte, Liban, Maroc et Tunisie), des pays de l'OCDE (Italie) et des organisations internationales et partenaires (OCDE, SIGMA et Banque africaine de développement).

PRINCIPAUX RÉSULTATS EN 2019-2020

- Un dialogue régional renforcé sur la réforme des marchés publics ;
- Une meilleure compréhension des bonnes pratiques internationales pour inspirer les réformes actuelles et à venir dans ce domaine.

PROGRAMME DE TRAVAIL 2021-2022

- Appuyer le renforcement des capacités des responsables des marchés publics sur la base des principes de la Recommandation de 2015 de l'OCDE sur les marchés publics ;
- Contribuer à la consolidation des systèmes de marchés publics de la région afin d'assurer une mise en œuvre effective et efficace des plans de reprise post-COVID-19.



UN APPAREIL GOUVERNEMENTAL EFFICACE



④ Réunion du Réseau MENA-OCDE sur les Marchés publics, 21 janvier 2020, Tunis.



ÉTAT DE DROIT

RENFORCER L'ÉTAT DE DROIT POUR FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Les pays MENA ont souhaité obtenir l'appui de l'OCDE à la réaffirmation des principes de l'État de droit en faveur du développement économique et social. Le Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance répond à ces demandes, au travers de différents projets pays pour l'Égypte et le Yémen et des programmes de renforcement de capacité. Il répond aux problèmes en matière de garantie de la prévisibilité et de la sécurité juridiques, et par conséquent favorise une croissance inclusive et une bonne gouvernance.

PRINCIPAUX RÉSULTATS EN 2019-2020

- Mettre en place un cadre institutionnel afin de renforcer la place de l'État de droit dans le Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance ;
- Contribuer au renforcement des systèmes de marchés publics de la région pour assurer une mise en œuvre effective et efficace des plans de reprise post-épidémie.

1. Améliorer l'efficacité des organes judiciaires et des tribunaux et la confiance publique qu'ils suscitent.
2. Améliorer la sécurité juridique au bénéfice des citoyens et des entreprises.
3. Consolider la confiance dans le gouvernement et promouvoir la performance sociale et économique.





GOVERNANCE LOCALE

GRUPE FOCAL SUR LE GOUVERNEMENT LOCAL

Les régions sont un lieu d'observation utile de l'interaction entre citoyens et politiques publiques. Le Groupe focal sur le Gouvernement local appuie les pays MENA dans l'évaluation et le renforcement, d'une part, des capacités des institutions publiques au niveau local, d'autre part, de la possibilité pour les citoyens de participer au processus de prise de décision.

GOVERNANCE LOCALE – UN LEVIER DU DÉVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE

Les autorités locales sont le premier guichet de l'État. Elles sont un acteur majeur de la promotion d'un développement économique inclusif et durable.

Leur proximité avec les citoyens et les entreprises les place dans une position sans équivalent :

- pour identifier les besoins locaux et les opportunités d'investissement ;
- pour impliquer leurs populations ;
- pour promouvoir la confiance et de meilleurs services publics.

APPUYER LES RÉFORMES DE LA GOUVERNANCE LOCALE

De nombreux pays de la région MENA ont reconnu l'importance de la gouvernance locale et entrepris de réformer leur système global de gouvernance en donnant davantage de responsabilités aux gouvernorats, régions et municipalités.

Les efforts d'autonomisation des échelons locaux et régionaux, notamment au Maroc, en Tunisie, en Jordanie et en Égypte, renforceront les compétences des autorités locales.

Dans ce contexte, l'OCDE s'est associée aux communautés locales pour leur permettre d'impliquer avec succès les citoyens et tous les échelons du gouvernement.

Dans le cadre du travail pour le Gouvernement ouvert, l'OCDE contribue à l'institutionnalisation des gouvernements locaux.





ÉGALITÉ ENTRE HOMMES ET FEMMES

PLATEFORME MENA-OCDE SUR L'INTÉGRATION DE L'APPROCHE GENRE, LA GOUVERNANCE ET LE LEADERSHIP

Les femmes portent une bonne part des demandes en faveur de l'ouverture, de la justice sociale et de l'égalité des chances. Le Groupe focal MENA-OCDE sur les inégalités hommes/femmes promeut l'égalité en droit, mais aussi sur le plan des opportunités et de la possibilité d'exprimer une opinion politique.

En 2019, la Plateforme s'est réunie à Tunis pour discuter des facteurs propices à l'affirmation des femmes dans le contexte d'une campagne électorale, des financements accessibles aux

PRINCIPAUX RÉSULTATS EN 2019-2020

- Plusieurs pays ont adopté une importante législation en faveur de l'autonomisation des femmes et sur les violences contre les femmes ;
- Si de nombreux pays MENA ont créé un portefeuille ministériel pour l'autonomisation des femmes, il convient de renforcer encore les approches, les ressources et les capacités des administrations publiques afin de garantir les progrès en matière d'égalité entre hommes et femmes ;
- La Recommandation 2015 de l'OCDE sur l'Égalité entre hommes et femmes dans la vie publique peut encourager les pays MENA à remplir les objectifs en matière d'autonomisation des femmes.

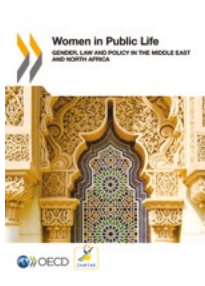
femmes, des moyens de lutter contre la violence politique et les stéréotypes dont sont victimes les femmes lors des élections, et enfin du rôle des médias et de la société civile dans la promotion d'une représentation politique des femmes.

PROGRAMME DE TRAVAIL 2021-2022

- Appuyer les pays MENA dans l'intégration des dispositions de la Recommandation de 2015 de l'OCDE sur l'Égalité entre hommes et femmes dans la vie publique ;
- Renforcer les institutions, les cadres réglementaires et les capacités de coordination pour prévenir et réduire les violences contre les femmes ;
- Conforter les politiques en faveur de l'égalité d'accès aux fonctions de décision pour les hommes et les femmes ;
- Continuer à promouvoir et à encourager le partage des savoirs et le dialogue sur les politiques entre pays MENA et OCDE de manière à surmonter les obstacles existants et à favoriser une meilleure participation politique des femmes ;
- Promouvoir l'égalité entre hommes et femmes, et intégrer ce principe dans la conception et la mise en œuvre des plans de reprise post-épidémie de COVID-19.



ÉGALITÉ ENTRE HOMMES ET FEMMES





AUTONOMISATION DES JEUNES

7 CONCLUSIONS CLÉS DE L'ENQUÊTE SUR LA GOUVERNANCE DE LA JEUNESSE

La brochure synthétique présente les conclusions préliminaires d'une large enquête portant sur 7 pays MENA (Jordanie, Liban, Mauritanie, Maroc, Autorité Palestinienne, Qatar et Tunisie).

Elle analyse les chances données aux jeunes de s'engager dans la vie publique, ainsi que les efforts entrepris par les gouvernements et les administrations publiques pour proposer des politiques et des services répondant à leurs besoins particuliers, dans une perspective de gouvernance publique.

PRINCIPAUX RÉSULTATS EN 2019-2020

- On trouve parmi les jeunes des leaders de la société civile, des travailleurs sociaux et des bénévoles, mais leur participation politique à travers les canaux traditionnels demeure faible ;
- Des efforts de création de conseils nationaux ou locaux de la jeunesse sont en cours dans certains pays, mais il conviendrait de les rendre plus opérationnels et inclusifs ;
- Certains pays MENA conçoivent ou mettent en œuvre des politiques nationales intégrées de la jeunesse. Les précédents efforts manquaient de clarté du point de vue des responsabilités ; les capacités de coordination et mécanismes de responsabilisation étaient insuffisants.

Cette analyse s'appuie sur les cinq piliers du cadre analytique de l'OCDE :

- Une approche interministérielle des politiques de la jeunesse ;
- Capacités institutionnelles et coordination ;
- Outils permettant la prise en compte des problèmes des jeunes dans l'élaboration des politiques publiques et la fourniture des services ;
- L'implication de la jeunesse dans la vie publique et la représentation au sein des institutions de l'État ;
- Cadres juridiques et minimisation des conditions liées à l'âge.

PROGRAMME DE TRAVAIL 2021-2022

- Mobiliser les outils du gouvernement ouvert afin de créer un environnement permettant aux jeunes d'accéder à l'information, de s'engager dans la vie publique et surveiller l'action du gouvernement ;
- Parvenir à une complète opérationnalisation des organes de représentation des jeunes, renforcer le dialogue direct avec les autorités locales, utiliser des méthodes de consultation en ligne et les réseaux sociaux afin de recueillir des données ventilées par catégories d'âge ;
- Intégrer les jeunes aux processus de gouvernance dont ils sont souvent exclus, par exemple en matière de prévention de la corruption et d'affectation des budgets publics ;
- Promouvoir l'autonomisation des jeunes et leur participation à la conception et à la mise en œuvre des plans de reprise post-épidémie de COVID-19.



AUTONOMISATION DES JEUNES

En adoptant une approche de comparaison des pays MENA, le document identifie des évolutions similaires de la gouvernance des politiques de la jeunesse et de l'implication des jeunes dans la région. Pour chacune des conclusions, il présente les bonnes pratiques et les enseignements tirés dans les pays de l'OCDE sur la base de l'Inventaire «Impliquer et responsabiliser les jeunes dans les pays de l'OCDE». Il propose en outre plusieurs recommandations politiques stratégiques.



CENTRE DE FORMATION DE CASERTE DU PROGRAMME MENA-OCDE POUR LA GOUVERNANCE



Le Centre de Caserte du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance a été créé en septembre 2012 par l'École Nationale italienne d'Administration (SNA) et l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économiques (OCDE). Sa mission est de proposer des cours de formation en appui aux administrations publiques des pays arabes et de promouvoir les initiatives de renforcement des capacités, afin de renforcer l'efficacité et l'efficacé du secteur public et la bonne gouvernance. Ces activités visent aussi à faire jouer un rôle plus important aux praticiens et décideurs de haut niveau, dont les compétences sont réelles, dans la conception et la mise en œuvre des politiques ainsi améliorées.

FORMATIONS

- Le rôle du Centre du Gouvernement (CG) dans la conception et la mise en œuvre des réformes du secteur public ;
- Impact des politiques pour une croissance inclusive ;
- Des approches des services juridiques et judiciaires centrées sur les citoyens ;
- La résilience de l'ensemble de la société face aux risques critiques ;
- Cadres d'évaluation en appui aux politiques en faveur d'une croissance inclusive ;
- L'égalité entre hommes et femmes dans la vie publique ;
- Le gouvernement ouvert et l'élaboration inclusive des politiques publiques ;
- L'efficacité du service public ;
- Un secteur public mobilisant les données ;
- Les approches tenant compte de « ce qui marche » de la définition des politiques et de la fourniture des services ;
- La productivité du secteur public ;
- Stratégie d'intégrité pour les décideurs ;
- Une conception et une mise en œuvre efficaces des infrastructures ;

METHODES

- Formation internationale d'excellence ;
- Dialogue politique, échange entre pairs et construction de réseaux ;
- Visites d'étude ;
- Tables rondes, séminaires et modules.

STRUCTURE DU PROGRAMME MENA-OCDE POUR LA GOUVERNANCE



Co-présidence MENA
(Tunisie)

Mme HASNA BEN SLIMANE
Ministre auprès du Chef du
gouvernement chargée
de la fonction publique,
Tunisie



Co-présidence OCDE
(Italie)

M. ANTONIO BERNARDINI
Ambassadeur,
Représentant permanent
auprès de l'OCDE, Italie

PARTENAIRES INTERNATIONAUX

Commission européenne
Agences de l'ONU
(PNUD, UNESCO, UNICEF, ESCWA, etc.)

Banque mondiale FMI

Partenariat pour le Gouvernement Ouvert (OGP)

Union pour la Méditerranée (UpM)

Institut International des
Sciences Administratives (IIAS)

Fondation Anna Lindh

PARTENAIRES RÉGIONAUX

Banque islamique de Développement (BID)

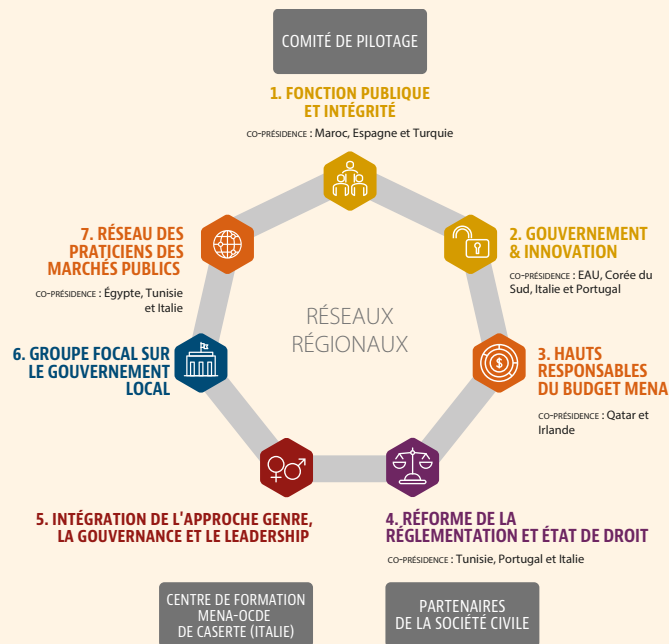
Banque africaine de Développement (BAD)

Fonds arabe pour le Développement
économique et social (AFESD)

Centre Africain de Formation et de recherche
Administrative pour le développement (CAFRAD)

ARADOO (Ligue des États arabes)

Institut de planification arabe



BAILLEURS DE FONDS 2016-2020

PROGRAMME RÉGIONAL



Espagne



États-Unis



Italie



Abu Dhabi et
Gouvernement
fédéral des EAU



Qatar



Koweït

PROGRAMMES PAYS



Allemagne



Royaume-Uni



Union Européenne



Arabie saoudite



MEPI/États-Unis



Fonds de
transition MENA
du Partenariat du
G7 de Deauville



Italie



Abu Dhabi et
Gouvernement
fédéral des EAU



Espagne



Suisse



Maroc



Qatar



Oman



Contact

Mme Miriam Allam

Responsable du Programme
MENA-OCDE pour la
Gouvernance

Miriam.Allam@oecd.org

www.oecd.org/mena/governance